



Annexe 6

DEFINITION DES SITES

Les Sites Classés et Inscrits sont des espaces protégés d'importance nationale, concernant des paysages naturels, ruraux, ou bâtis remarquables. Ce sont des servitudes d'utilité publique.

Site Classé	Sites et monuments naturels protégés dont l'intérêt paysager, artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque est exceptionnel. Le classement est une protection forte qui correspond à la volonté de strict maintien en l'état du site, ce qui n'exclut ni la gestion, ni la valorisation. Les sites classés ne peuvent ni être détruits ni être modifiés dans leur état ou leur aspect, sauf autorisation spéciale.
Autorisation spéciale en Site Classé	A titre exceptionnel, une autorisation spéciale de travaux peut être délivrée par le ministre chargé des sites, après avis DIREN, ABF et CDNPS (ou par le préfet pour certains travaux mineurs, après avis de l'ABF, et éventuellement de la DIREN et de la CDNPS).
Site Inscrit	Sites et monuments naturels protégés dont l'intérêt paysager ne justifie pas un classement, mais la surveillance de leur évolution, afin de conserver la qualité des paysages.
Déclaration préalable en Site Inscrit	Pour tout projet de nature à modifier l'état ou l'aspect du site, le propriétaire doit informer 4 mois avant la réalisation des travaux le préfet, qui consulte l'ABF et, éventuellement la DIREN et la CDNPS. L'ABF émet un avis simple sur les projets (et un avis conforme sur les démolitions). Les travaux d'entretien courant des constructions et des fonds ruraux ne nécessitent pas cette déclaration préalable.
CDNPS	Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, présidée par le préfet, et composée d'élus, d'administratifs, d'associations, et d'experts.
ABF	Architecte des Bâtiments de France, chef du SDAP (Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine), dépendant du Ministère de la Culture.
DIREN	Direction régionale de l'Environnement, dépendant du Ministère de l'Ecologie et du Développement durable. L'Inspecteur des Sites de la DIREN instruit les projets de classement, d'inscription et de travaux. Il dresse procès-verbal en cas d'infraction.

TEXTES REGLEMENTAIRES APPLICABLES

- ❖ *code de l'Environnement - livre III, titre IV, chapitre 1^o, articles L 341 - 1 et suivants (ancienne loi du 2 mai 1930)*
- ❖ *décret n°69-607 du 13 juin 1969*
- ❖ *décret n°88-1124 du 15 décembre 1988*
- ❖ *code du Patrimoine - article L.630*